

L'agriculture familiale, au-delà de l'Année internationale

L'AGRICULTURE FAMILIALE quitte-t-elle la scène? Heureusement, non! Ce n'est pas l'extinction des projecteurs de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) qui signe, en ce qui nous concerne, la fin d'un intérêt ancré dans le projet de l'Inter-réseaux depuis ses origines. Au-delà de cette continuité, ce numéro de *Grain de sel* vient clore travaux et réflexions que les membres, l'équipe technique et les partenaires ont menés durant l'année et se propose d'en restituer un certain nombre d'éléments de bilan.

La première chose qui frappe, c'est bien sûr la reconnaissance des agricultures familiales que l'AIAF aura permise à l'échelle internationale. Reconnaissance tardive, depuis que l'agriculture a été remise en haut de l'agenda du développement dans le rapport 2008 de la Banque mondiale. Mais reconnaissance nécessaire face à la tentation de nombreux acteurs — investisseurs, décideurs politiques ou agro-industriels — d'identifier l'agriculture de ferme comme solution unique pour le développement économique. Dans ce contexte, il était grand temps de rappeler que les agricultures familiales ne sont pas seulement un vestige archaïque hérité du passé mais font aussi partie de la solution.

L'Année internationale donnera peut-être un peu plus de poids aux acteurs et aux discours capables de prendre la dimension de ces agricultures familiales dans l'arène des grands débats et déclarations sur la scène internationale. Elle ne reste néanmoins qu'une première étape pour infléchir le discours de la reconnaissance à un véritable soutien et à ce qu'il implique en termes de ruptures dans les régulations économiques globales. Qu'il s'agisse des droits de propriété, de la libéralisation financière ou des échanges commerciaux, l'efficacité du marché ne demeure qu'un horizon limité pour construire un avenir durable.

À l'échelle des différents pays, le bilan de cette année est plus mitigé, notamment en Afrique subsaharienne où les perspectives des ruraux ne se sont pas particulièrement embellies! Certes, dans plusieurs pays, l'AIAF a permis de faire résonner les revendications des organisations paysannes et, parfois, de contribuer à des avancées politiques importantes, comme en Gambie par exemple. Néanmoins, à l'échelle locale, les agriculteurs restent trop souvent isolés face à leurs difficultés quotidiennes, qu'il s'agisse d'accès au foncier, à l'eau ou au financement, de la vente à prix rémunérateur de leurs produits ou d'amélioration du cadre de vie (santé, éducation, infrastructures).

Ainsi l'AIAF a encore rappelé la dimension cruciale des politiques publiques. Sur ce point, les débats se sont notamment cristallisés sur les instruments à mettre en œuvre pour accompagner les diverses formes d'organisation de la production. Ces débats invitent à poursuivre la réflexion sur la possibilité et les modalités d'une cohabitation entre les différentes formes d'agriculture, ainsi que sur les moyens à mettre en œuvre pour accompagner les agriculteurs familiaux sans les confiner au domaine de la solidarité et sans les sortir du champ économique où ils ont toute leur place.

Sur le fond, malgré le volume et l'importance des écrits réalisés dans le cadre de l'AIAF, on peut s'interroger sur le renouvellement des visions, des théories et des modèles face à ce que l'on peut, à l'instar de la conclusion du récent dossier de la Revue Tiers-monde¹, qualifier de quadrature des agricultures familiales. Comment, tout à la fois, garantir dans un projet de société reconnaissant les agricultures familiales : activités permettant d'assurer de l'emploi pour les centaines de milliers de jeunes ruraux arrivant sur le marché du travail; approvisionnement des centres urbains en aliments sains et à prix compétitifs; cadre de vie rurale attractif afin d'y construire trajectoires professionnelles et projets de vie; rééquilibrage des modèles productifs afin d'assurer la prise en charge des enjeux environnementaux qui s'annoncent (conservation des sols et de la fertilité, gestion de l'eau et de la biodiversité...) tout en s'adaptant au changement climatique?

Néanmoins, l'AIAF aura permis de mieux poser les défis auxquels les agriculteurs familiaux mais aussi, derrière eux, l'ensemble des sociétés sont confrontés. À défaut d'identifier une solution, la reconnaissance de ces agricultures et de leurs défis est un préalable afin d'ouvrir la recherche de solutions à un certain pragmatisme, ancré sur le terrain et répondant à toute la complexité de la question.

François Doligez, Président d'Inter-réseaux
Liora Stührenberg, coordonnatrice du dossier

1. Delphine Acloque Desmulier et Pierre Gassel, « La quadrature des agricultures familiales : instruire et dépasser les controverses. Pour conclure », Revue Tiers Monde 2015/1 (n° 221).